

Paris, le 13 mars 2017

Défaillances en France : un début d'année en prolongement de 2016 mais les incertitudes politiques peuvent changer la donne

- **L'année 2017 démarre comme 2016 s'est terminée**
- **La taille moyenne d'une défaillance progresse**
- **Les dynamiques régionales restent contrastées**
- **L'industrie, la construction et les services vont mieux alors que l'habillement est toujours le secteur plus à risques**
- **En cas de choc politique majeur, la prévision d'un recul de -1% en 2017 (scénario principal) pourrait se transformer en une hausse de +1,1%**

La baisse continue¹ mais les entreprises moyennes et grandes font faillite plus souvent

En janvier 2017, le niveau des défaillances atteint son plus bas niveau depuis septembre 2012. Sur la période **février 2016 - janvier 2017**, 58031 entreprises ont fait faillite, ce qui correspond à une baisse de -2,8% par rapport à la même période un an auparavant.

- Les reculs sont marqués dans le Centre-Val de Loire (-14,7%), en Bourgogne-Franche-Comté (-9,9%) et en Pays de Loire (-9,2%) alors que, à l'exception de la Corse (+41,1%), les rares hausses (Hauts-de-France, Grand Est et Ile-de-France) ne dépassent pas +0,5%.
- Au niveau sectoriel, l'industrie est bien orientée (-10,9%), malgré une importante hausse du coût des défaillances (+32,2%) liée à quelques faillites exceptionnelles. L'industrie agroalimentaire continue à souffrir de la pression haussière sur les prix de la part des céréaliers : les faillites parmi les producteurs de pains et de pâtisseries montent de +5,3% sur un an. Parmi les secteurs d'activité en amélioration, les services (-2,5%), notamment, les services aux entreprises, et la construction (-6,2%) qui bénéficie d'une pression en cours sur les carnets de commandes. Quelques secteurs connaissent une hausse des défaillances. L'habillement (+14,8%) s'avère être le plus à risque, notamment à cause du commerce de détail (2/3 des défaillances qui subit une double concurrence, celles des groupes internationaux et des ventes en ligne. La hausse des défaillances dans le transport (+11,8%) s'explique principalement par la montée des faillites de taxis.

Autre bonne nouvelle : le nombre d'employés concernés recule aussi, de - 2,6%.

Dans le même temps, le coût des défaillances restant à la charge des fournisseurs affiche une hausse de +5,2% sur un an (3,74 milliards d'euros), alors qu'il baissait depuis 2012. La taille

¹ Il s'agit des évolutions à fin janvier 2017, sur un an

moyenne d'une entreprise défaillante mesurée par le chiffre d'affaires augmente aussi, de 4,4% pour atteindre 551 765 euros en janvier 2017. Si les entreprises de moins de 2,5 millions de chiffre d'affaires concentrent 98% des défaillances, c'est bien la hausse des défaillances parmi les entreprises moyennes (de plus de 5 millions de chiffre d'affaires) et une hausse passagère (entre mars et septembre 2016) parmi les grandes entreprises qui expliquent l'exposition du coût total. Cette catégorie comprend beaucoup d'entreprises du secteur de la métallurgie, particulièrement sinistré ces dernières années, et d'entreprises exportatrices, sensibles au ralentissement du commerce mondial.

Le scénario principal d'un recul de -1% en 2017 pourrait être remis en cause par un choc politique majeur

Le calendrier politique français 2017 est chargé d'échéances décisives : l'élection présidentielle en avril et mai, suivie des élections législatives en juin. D'après le modèle Coface de mesure du risque politique spécifique à l'Europe de l'Ouest, le score de la France est de 38%, soit +13 points depuis 2007. Elle se place après la Grèce qui affiche le score le plus élevé (68%), l'Italie (60%) et devant l'Allemagne (35%).

Cette montée du risque politique est susceptible d'affecter la croissance via les marchés financiers et la confiance des entreprises et ménages. Plusieurs scénarios sont possibles:

- Scénario principal 2017: en absence de choc politique majeur et compte tenu d'une croissance du PIB de 1,3%, Coface prévoit un nouveau recul des défaillances de -1%.
- En cas de choc politique majeur autour des élections se traduisant par une montée de l'indice d'incertitudes politique EPU similaire à celle du Royaume-Uni au moment du referendum de juin dernier, la croissance n'atteindrait que 0,7% et les défaillances augmenteraient de +1,1% (soit un impact de 2,1 points) en 2017.
- A moyen terme, dans le cas où la France sortirait de la zone euro ce qui réduirait son PIB de 9 points², les défaillances d'entreprises augmenteraient d'environ 27%.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

² Selon l'institut Montaigne



COMMUNIQUE DE PRESSE

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2016, le Groupe, fort de 4 300 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 50 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

